

Collection Chroniques

**En couverture**

Le professeur Burger Villingen et son plastomètre  
utilisé pour prendre les mesures exactes du crâne, vers 1920.

© Suddeutsche Zeitung / Rue des Archives

**Conception graphique et composition**

Henri-François Serres Cousiné

**Diffusion-Distribution**

Harmonia Mundi

© Vendémiaire 2014

Toute reproduction ou représentation  
intégrale ou partielle, par quelque procédé  
que ce soit, du texte contenu dans le présent  
ouvrage, et qui est la propriété de l'Éditeur,  
est strictement interdite.

ISBN 978-2-36358-126-6

Vendémiaire Éditions

155, rue de Belleville 75019 Paris

[www.editions-vendemiaire.com](http://www.editions-vendemiaire.com)

# Une médecine de mort

Du code de Nuremberg  
à l'éthique médicale contemporaine

SOUS LA DIRECTION DE  
LISE HADDAD ET JEAN-MARC DREYFUS

Vendémiaire\*

« Hommes de l'avenir, souvenez-vous de moi »

apaisé par cette sorte de « polythéisme des valeurs » dénoncé par Weber et consistant à sacrifier un peu à chacune de ces valeurs<sup>35</sup>. Le paradoxe de l'autonomie et de la vulnérabilité, analysé par Ricœur, ne se laisse pas résoudre à si bon compte<sup>36</sup>. La réflexion éthique devra bien plutôt développer un sens de l'écoute et de l'herméneutique pour trouver dans chaque cas la position à adopter. Et elle devra apprendre à assumer la responsabilité d'une prise de position courageuse qui pourra la mettre en conflit avec des règles de droit. C'est à cette condition seulement qu'elle sera véritablement une éthique.

JEAN-MARC TÉTAZ

## Des excuses pour quoi faire ?

En juin 2001, dans le quartier de Berlin-Dahlem, là où avait travaillé l'élite allemande de la recherche médicale et des sciences aussi bien avant que pendant le III<sup>e</sup> Reich, dans les locaux de la société Kaiser Wilhelm pour le progrès des sciences (Kaiser Wilhelm-Gesellschaft, KWG), dont la société Max Planck (Max Planck-Gesellschaft, MPG) a pris la succession, on assista à un événement inhabituel<sup>1</sup>. Dans le cadre d'un colloque scientifique sur les sciences de la vie et les expérimentations humaines, fut mis en scène ce que le philosophe zurichois Hermann Lübbe appellerait un « rituel politique de pénitence<sup>2</sup> ». Le président en fonction de l'institut Max Planck, Hubert Markl, s'excusa pour les crimes que les spécialistes des sciences de la vie rattachés à la KWG avaient commis sur des êtres humains sous le III<sup>e</sup> Reich dans le cadre des institutions de soin, des camps de concentration et des camps d'extermination<sup>3</sup>. Devant les nombreux journalistes de la presse allemande et internationale, il souligna les efforts de la MPG pour « rendre publics, par les moyens de la recherche historique, tous les faits concernant son histoire et ce,

sans la moindre réserve» et, à ce titre, rappela les directives du programme de recherche pluriannuel mis en place en 1999<sup>4</sup>. Le président adressa son allocution avant tout à huit invités d'honneur, des femmes et des hommes qui avaient été victimes des expériences médicales menées sur les jumeaux à Auschwitz, ou de celles réalisées à Ravensbrück et Sachsenhausen. Il leur présenta les excuses de la société Max Planck.

Les réactions furent pour le moins contrastées. Jona Laks, de Tel Aviv, présidente de l'organisation des jumeaux Mengele qui rassemble les jumeaux victimes d'expériences médicales à Auschwitz, remercia Hubert Markl, mais elle ne se considérait pas, ni personnellement, ni en tant que représentante de son organisation, dans une position légitime pour accorder le pardon. Elle mettait au contraire en garde contre le risque de voir ce geste effacer le souvenir, ce qui contreviendrait à la tradition juive qui ordonne de garder en mémoire les crimes subis<sup>5</sup>. Toute différente fut la réponse d'Eva Mozes Kor, fondatrice de CANDLES, la deuxième organisation représentant les survivants des expériences médicales de Mengele (*Children of Auschwitz Nazi Deadly Lab Experiment Survivors*), venue de Terre Haute (Indiana). Elle adressa ces termes forts, non seulement aux victimes des expériences sur les êtres humains, mais encore à l'humanité entière :

« Pardonnez à votre pire ennemi, cela guérira votre âme et vous offrira la liberté<sup>6</sup>. »

Rendre publics les faits, faire mémoire de la souffrance, guérir les âmes, gagner la liberté : les espérances liées à cet événement hybride – à la fois colloque scientifique et rituel pénitentiel – étaient aussi élevées qu'hétérogènes. Plus de dix ans

après, il est possible de contextualiser et d'analyser les différentes attentes des participants.

### Excuses au tournant du millénaire

Au début du XXI<sup>e</sup> siècle, de nombreuses cérémonies d'excuses historico-politiques sont organisées : le président américain demande pardon pour les crimes de l'esclavage ; le pape lui emboîte le pas à l'occasion de l'« Année sainte » 2000 et reconnaît la responsabilité de l'Église dans la Shoah, la culpabilité des chrétiens lors des Croisades, des conversions forcées, de l'Inquisition et de la condamnation de Galilée.

Ce ne sont là que les exemples les plus marquants. La liste des cérémonies pourrait sans peine être étoffée et prolongée, jusqu'à aujourd'hui. On assiste manifestement à l'élaboration d'un nouveau style de discours politique, avec ses règles spécifiques. Ce processus, aujourd'hui étudié par les historiens, s'inscrit dans ce qu'on a pu qualifier d'« époque de repentance », caractérisée par une « manie », une « avalanche » ou une « épidémie » d'excuses publiques<sup>7</sup>.

Ce besoin d'apurer un passé historique oppressant s'est manifesté presque dans le monde entier depuis la fin de la guerre froide et l'échec des expériences politiques utopiques communistes<sup>8</sup>. En Europe, ce besoin renvoie essentiellement, mais pas exclusivement, à la période nazie. L'historien de l'économie Gerald D. Feldman, qui a effectué plusieurs recherches remarquables sur l'histoire des grandes entreprises allemandes et autrichiennes à l'époque nazie, évoque plusieurs raisons : les demandes de restitution que font valoir survivants et émigrants dans des plaintes collectives déposées aux États-Unis ; la disparition des survivants qui pourraient bénéficier de réparations individuelles ; l'éloignement temporel et le changement de

génération parmi les élites économiques et politiques ; le nouvel ordre mondial consécutif à la fin de la guerre froide – marqué par l'effondrement de l'empire soviétique, l'élargissement de l'Union européenne en Europe de l'Est et la globalisation placée sous l'égide du libéralisme économique<sup>9</sup>. Pour conférer une légitimité universelle à cette civilisation « occidentale », il était nécessaire de reconnaître ce que Jürgen Habermas et Dan Diner ont appelé la « fracture civilisationnelle » des crimes nazis, ainsi que la part qu'on y avait prise ; on pourrait ainsi biffer de l'ordre du jour international l'hypothèque politique du passé<sup>10</sup>.

Ces motifs ont pu influencer sur les initiatives prises par la MPG. Certes, aucune plainte collective ne la menaçait. Mais, depuis la fin des années 1970, les historiens ne cessaient de découvrir de nouveaux cas de participation de scientifiques, y compris de ceux employés par la KWG, aux crimes nazis, notamment dans le domaine de la politique raciale, démographique et biopolitique<sup>11</sup>. Ces résultats étaient relayés dans les médias, en particulier aux États-Unis et en Grande-Bretagne. Certains articles, par exemple dans *Science* et *Nature*, sur l'absence de scrupules des scientifiques allemands durant le III<sup>e</sup> Reich et sur ce que Benno Müller-Hill a appelé le « silence des érudits » dans les décennies suivantes, risquaient de nuire durablement à la réputation internationale de la science allemande, et en particulier à celle de la MPG, perçue comme son premier représentant<sup>12</sup>. Par ailleurs, les survivants, qui, enfants, avaient été les cobayes des expériences criminelles de Mengele et de ses collègues, dénonçaient régulièrement la MPG comme coupable de celles-ci. En ce qui concerne le changement de génération et son corollaire, à savoir l'affaiblissement des liens de solidarité entre chercheurs d'une même institution, ce n'était alors pas un hasard si Hubert Markl fut le premier, et jusqu'à présent le seul président de la MPG qui

n'avait pas fait sa carrière dans cette institution. Finalement, pour la MPG aussi, reconnaître les actes criminels passés commis par l'institution dont elle a pris la succession, témoignait d'une volonté d'agir sur son propre avenir. Deux semaines seulement après ce rituel de pénitence organisé en juin 2001, et alors que les chercheurs internationaux achevaient le déchiffrement des séquences d'acide aminé constituant le génome humain, Hubert Markl ouvrit l'assemblée générale annuelle de la MPG. Il plaida naturellement pour la poursuite de l'engagement important de sa société dans la recherche génétique moderne, et pour une utilisation encadrée légalement, mais aussi libérale que possible, des cellules-souches humaines, y compris en Allemagne<sup>13</sup>. Face à une critique publique qui recourt volontiers à des parallèles historiques certes peu réfléchis mais aux effets considérables, il s'agissait de distinguer clairement les complicités criminelles du passé des impératifs actuels de la recherche.

### Un nouveau rituel politique de pénitence

En 2001, Hermann Lübke fut l'un des premiers à avoir analysé cette nouvelle pratique des hommes politiques, consistant à « reconnaître publiquement devant les descendants des victimes ce qui a été qualifié entre-temps de crimes, commis par leur propre nation<sup>14</sup> ». Il décrit leurs hésitations dans le choix des symboles, des gestes, des mots et des formes. Il pose aussi la question de la légitimité des personnes qui s'expriment ; celles-ci sont en effet non seulement différentes de celles qui ont accompli les actes pour lesquels elles s'excusent, mais elles en sont encore séparées par plusieurs générations. Concernant notre cas d'étude, vu la proximité historique des crimes nazis et la continuité institutionnelle existant entre la KWG et la MPG, il nous semble facile de statuer sur cette légitimité<sup>15</sup>. Toutefois,

avant la cérémonie d'excuse, des réserves avaient été émises ; on se demandait comment réagiraient les scientifiques étrangers, recrutés après la période nazie comme preuve du *standing* scientifique de l'institution, si l'on exigeait d'eux qu'ils se considèrent comme parties prenantes de cette communauté et donc liés à sa responsabilité<sup>16</sup>. Par ailleurs, la légitimité des personnes auxquelles sont adressées les excuses ne va pas de soi non plus ; les violences qu'elles ont subies individuellement n'avaient aucun lien identifiable direct avec les recherches menées par des scientifiques rattachés à la KWG. De plus, la coopération criminelle des scientifiques de la KWG avec les instances nazies ne s'est pas limitée aux expériences sur les détenus des camps de concentration : ces scientifiques ont également coopéré à l'élaboration de la politique d'hygiène raciale ainsi qu'à l'assassinat de malades. Cette coopération concernait donc par conséquent un nombre plus élevé de victimes<sup>17</sup>.

Les deux parties en présence lors de la cérémonie d'excuse en question considéraient, l'une comme l'autre, leurs interlocuteurs comme les représentants d'un ensemble plus large : pour la MPG, les huit survivants représentaient toutes les victimes des crimes nazis liés aux sciences auxquels avaient participé des scientifiques de la KWG ; pour les jumeaux Mengele, la KWG/MPG incarnait les théories scientifiques nazies qu'ils considéraient comme constitutives des violences subies. Mais, d'autre part, les deux parties exigeaient aussi d'être reconnues pour le rôle que chacune s'était attribuée.

Récemment, l'historien de l'antiquité Christian Meier a attiré l'attention sur le traitement public et international de la mémoire du « mauvais passé ». Pour lui, notre vision actuelle d'une telle mémoire comme inévitable ne s'est imposée que depuis peu. Durant les deux mille cinq-cent dernières années,

les vainqueurs et vaincus des guerres internationales ou des guerres civiles, des révolutions, revendiquaient un nécessaire oubli pour conclure une paix durable, et non un devoir de mémoire ou de justice qui n'aurait, selon eux, que provoqué l'enchaînement des vengeances<sup>18</sup>. Ce furent les crimes de la Shoah, sans comparaison à l'échelle de l'histoire universelle – après une phase de refoulement jusqu'à la fin des années 1950, en Allemagne comme en Israël et dans beaucoup de pays européens –, qui imposèrent de proscrire cette politique de l'oubli, quelle qu'en fût la justification, et qui rendirent incontestable la nécessité d'une mémoire. Désormais, le « conflit entre le souvenir et l'oubli » doit « être envisagé de nouveau » pour chaque guerre ou révolution ; seuls les génocides ne sauraient en aucun cas être relégués dans l'oubli<sup>19</sup>.

À Berlin-Dahlem, la cérémonie d'excuses organisée par la MPG a été le théâtre d'un tel conflit. Même si personne n'y plaida directement pour l'oubli des crimes légitimés par les biologistes et les médecins, il était impossible de ne pas remarquer les tensions relatives à la manière d'articuler entre elles les notions d'excuse, de pardon, de reconstitution des faits et de travail mémoriel. Trois positions ont été discutées.

#### **Le pardon, la reconstitution et le souvenir**

L'option « excuse » était incarnée avant tout par Eva Mozes Kor, qui militait en contact l'historien Benno Müller-Hill, le journaliste scientifique Ernst Klee et le gériatre William Seidemann, qui dirige à Toronto une clinique pour les survivants de la Shoah. Elle avait déjà demandé à la fin des années 1980 à la MPG de reconnaître publiquement la participation de la KWG aux crimes médicaux des nazis<sup>20</sup>. Eva Mozes Kor s'était déjà distinguée quelques années auparavant par une action du

même genre. Dans le cadre de la préparation de sa contribution au 50<sup>e</sup> anniversaire de la libération d'Auschwitz, elle prit contact – par l'intermédiaire de la ZDF, la deuxième chaîne de télévision allemande – avec l'ancien médecin SS et assistant de Mengele à Auschwitz, Hans Münch. Au début des années 1990, les négationnistes étaient très présents dans les médias. Organisés internationalement et actifs surtout en Amérique et en France, ils niaient la réalité de l'assassinat industriel des Juifs européens dans les camps d'extermination<sup>21</sup>. Eva Mozes Kor souhaitait leur opposer des preuves matérielles et tangibles. Elle demanda à Münch de se rendre sur les ruines d'Auschwitz, et d'attester devant le monde entier l'existence et l'efficacité technique des chambres à gaz ; deux éléments contestés par le *Leuchter-Rapport* publié en 1992 par David Irving<sup>22</sup>. Par ailleurs, elle voulait en contrepartie faire une déclaration personnelle de pardon. Elle se trouvait dans le cas de figure décrit par Tim Cole dans son étude *Selling the Holocaust*, un cas qui vaut d'ailleurs pour nombre de survivants aux États-Unis :

«La nécessité de réunir des preuves concrètes des crimes de la Shoah s'est fait sentir. Ces preuves seront d'autant plus importantes quand il n'y aura plus de témoins vivants, pour qu'elles puissent être opposées aux affirmations des négationnistes<sup>23</sup>.»

Contre la production publique de documents incontestables et l'organisation d'actions rituelles de portée internationale confirmant ce qui s'était vraiment passé, elle était prête à pardonner. Dans le cadre du rituel pénitentiel de Berlin-Dahlem, une autre survivante venue d'Israël a souligné le rôle éminent dévolu aux institutions de recherche allemandes en pointe dans ces efforts pour faire connaître la réalité des faits. Avec sa sœur

jumelle et sa mère, Vera Kriegel a survécu aux expériences de Mengele et à Auschwitz. Comme elle l'avait promis à sa mère mourante, elle a cherché longtemps la « montagne la plus haute » depuis laquelle elle pourrait dire « au monde entier » ce « qui nous a été fait ». Elle l'a trouvée à Berlin-Dahlem<sup>24</sup>.

Face à ces attentes très chargées émotionnellement et vivement relayées dans les médias, Hubert Markl, en tant que président de la MPG, tenta donc de formuler des réponses plus conformes aux discours traditionnels des institutions scientifiques. Pour lui aussi, il en allait du « nécessaire établissement de la vérité », non pas de la vérité générale concernant les crimes nazis ou de celle, particulière, des chambres à gaz d'Auschwitz, mais des actes concrets par lesquels les scientifiques rattachés à la KWG avaient contribué à un processus criminel incontestable. Sa démarche, structurée en trois étapes, précisément décrites, manifestait une volonté scientifique : il fallait d'abord corroborer les faits, puis établir un ensemble de réalités confirmées ; enfin seulement « des évaluations scientifiques ser[ai]nt possibles qui permettraient de dépasser le sentiment d'accablement [que l'on ressent] face aux crimes nazis »<sup>25</sup>. Son discours se concentrait donc sur les « faits ». Ils attestaient « sans le moindre doute historique » la « co-paternité intellectuelle » et la « collaboration active » des scientifiques, comme en témoigne l'implication de trois des instituts allemands les plus prestigieux de l'époque : à Berlin l'institut Kaiser Wilhelm d'anthropologie, de génétique humaine et d'eugénisme, et celui des recherches sur le cerveau, et à Munich la Deutsche Forschungsanstalt, affiliée à la KWG, et qui était quant à lui spécialisé en psychiatrie. Markl identifia trois champs d'implication de ces instituts : l'inspiration, le soutien et la mise en œuvre de la législation nazie sur les questions de race (Ernst Rüdin, Eugen Fischer et Otmar von Verschuer

avaient chacun été directeur ou chef de département au sein de l'un de ces instituts) ; l'utilisation d'organes et de tissus prélevés sur les victimes de l'« euthanasie » (Hugo Spatz et Julius Hallervorden, à Berlin, avaient tous deux étudié les cerveaux prélevés sur les cadavres des malades mentaux assassinés) ; la coopération avec Mengele à Auschwitz (Verschuer a effectué quelques centaines de prises de sang à Auschwitz et Karin Magnussen a inspiré les expériences en ophtalmologie de Mengele à Auschwitz sur des Tziganes). La KWG dans son ensemble avait « toléré, sciemment ou non, » ces activités. De cela résultait que « des scientifiques allemands renommés », venus aussi des instituts de la KWG, avaient contribué à « préparer les crimes nazis » et les avaient perpétrés « pour poursuivre leurs buts scientifiques au-delà de toutes les frontières morales de l'humanité ».

Dans son discours, Markl ne formulait alors la reconnaissance de la « responsabilité historique » ni en réponse aux accusations des médias, ni en réaction aux requêtes des victimes encore en vie. Cette reconnaissance était conçue comme le fruit des « résultats incontestables de la recherche historique », auxquels une organisation scientifique ne saurait se soustraire<sup>26</sup>. C'est à des réalités historiques avérées qu'il faisait appel pour légitimer cette reconnaissance de culpabilité non seulement face aux victimes, mais encore face à certains membres de la MPG elle-même, qui doutaient encore de l'utilité institutionnelle et politique de ces efforts coûteux pour assumer le passé et qui y voyaient même un danger pour la réputation de l'institution.

La nécessité du souvenir comme troisième option était au cœur du discours de Jona Laks de Tel Aviv, qui avait survécu avec sa sœur jumelle aux expériences de Mengele. Initialement, il n'était pas prévu qu'elle intervienne lors de ce rituel pénitentiel ; sa participation fut toutefois réclamée avec insistance

par les invités israéliens et fut finalement intégrée dans le programme officiel. Jona Laks se démarqua de la position du pardon autant que de celle consistant à prouver la responsabilité par des preuves scientifiques. Elle se réclama des lois religieuses juives qui ordonnent aux croyants de se souvenir qu'ils étaient « esclaves ». Elle se définit comme « l'ambassadrice des victimes de Mengele qui sont encore en vie » ; elle n'avait aucunement le droit « d'exprimer le pardon ni au nom des morts, ni au nom des vivants ». Elle ne l'avait pas davantage en tant qu'individu ; il lui fallait au contraire rappeler « que pardonner [conduit] à oublier » et que ce geste contrevenait par conséquent à la loi religieuse à laquelle elle entendait obéir. Elle souligna à l'intention des représentants de la MPG et des historiens présents dans le public que le souvenir ne pouvait pas en rester au travail de recherche historique assumé :

« Vous voulez "faire table rase des crimes nazis" dont nous voulons conserver le souvenir. [...] Nous exigeons de vous que vous fassiez mémoire de ce que dont vous voulez "faire table rase" et ensuite vous pourrez peut-être oublier<sup>27</sup>. »

Jona Laks exigeait des historiens qu'ils assignent une place aux crimes nazis en médecine et en biopolitique dans le système scientifique et médical de leur propre époque, et qu'ils reconstruisent les réseaux institutionnels et communicationnels qui avaient permis à un Mengele de perpétrer ses expériences criminelles au sein de cette société et de son système scientifique. Comme ceux qui avaient fait le voyage avec elle, elle ne se considérait pas comme un témoin de ce qui s'était passé. Les souvenirs concrets étaient depuis trop longtemps enfouis pour corroborer des faits concrets. Mais au travers de leurs « voix

vivantes», tous entendaient relier la réalité historique vécue aux «faits» établis et examinés conformément aux règles de la démarche historiographique. Car pour eux, c'est de cette réalité vécue qu'il fallait faire mémoire.

### Histoire et mémoire

La recherche de ces trente dernières années a permis d'accumuler une masse de connaissances très détaillées sur les crimes biopolitiques du régime nazi commis dans les camps, les institutions de soins et les institutions de recherche. Les programmes de recherche menés ces dix dernières années par des commissions d'historiens indépendants à la demande de la MPG, de la Deutsche Forschungsgemeinschaft (DFG) et du Robert-Koch-Institut (RKI), ont en outre permis de mieux appréhender la nature des liens entre les sciences de la vie et la politique raciale dans le cadre du national-socialisme<sup>28</sup> : les stérilisations forcées, les assassinats de malades et les expériences criminelles sur les êtres humains n'étaient pas le produit d'une «pseudo-science» bancal, ils étaient profondément ancrés dans la pensée scientifique, et plus précisément dans les conceptions de l'eugénisme, des pathologies héréditaires, de la médecine sociale et de l'anthropologie raciale. Se procurer des préparations d'origine humaine et recruter des personnes pour des expériences sont toujours des démarches délicates, exigeant des contrôles sociaux très stricts. Le régime nazi supprima au contraire les contrôles existants, déjà insuffisants. Il n'était nullement un ennemi de la science ; comme d'autres régimes avant et après lui, il a simplement fixé ses propres priorités en matière de politique scientifique. Qui savait se mettre à son service bénéficiait d'importants soutiens financiers. Comme ailleurs, il y eut sous le III<sup>e</sup> Reich des scientifiques médiocres qui surent

profiter des conditions politiques particulières pour mener des recherches qui n'auraient pas résisté à un examen rigoureux effectué selon les standards scientifiques de l'époque. Il y eut encore d'excellents scientifiques qui exploitèrent la situation politique pour mener plus rapidement à terme leurs recherches, par des moyens qui leur auraient été refusés dans un État de droit, ou pour concevoir des projets qui n'auraient pas été possibles dans d'autres conditions. Leurs crimes ne contredisaient pas la logique épistémologique de leurs intérêts scientifiques, ils y obéissaient. La recherche scientifique n'a pas de barrières éthiques intrinsèques, celles-ci doivent faire l'objet d'un débat de société, être inscrites dans la loi, et leur respect doit être imposé par la politique.

La relation entre science et politique sous le national-socialisme allemand a été décrite de multiple façon<sup>29</sup>. On ne peut pas en dire autant en ce qui concerne le rapport entre histoire de la science et souvenir.

Il n'y eut guère d'instituts Max Planck (MPI) pour actualiser les pages consacrées à leur propre histoire, ni dans leurs brochures en papier glacé, ni sur internet. Le trimestriel *Max Planck Forschung* rendit compte de façon importante, pour la dernière fois, de la collaboration entre la KWG et le régime nazi en 2005, à l'occasion de la conférence de clôture du programme de recherche. En revanche, il renoua rapidement avec le modèle narratif traditionnel de la découverte scientifique, du progrès et du génie<sup>30</sup>. Il faudra ensuite attendre le volume richement illustré publié en 2011 pour les cent ans de la MPG, pour que l'époque nazie soit de nouveau abordée largement – par les historiens des sciences qui ont rédigé les articles sur les instituts de la KWG/MPG fondés avant l'époque nazie<sup>31</sup>. Les interviews des directeurs de MPI en fonction, bien moins mises en valeur dans



le volume que les portraits des instituts historiques, montrent à quel point il est difficile pour les spécialistes des sciences de la vie en activité d'intégrer le passé nazi dans l'histoire, et plus encore dans l'avenir, de leur discipline et de leurs instituts. Ainsi Hans-Hilger Ropers, le directeur du MPI berlinois de génétique moléculaire, avoua que l'on ne pouvait « contourner » le passé nazi et confirma aussi que l'ouvrage de référence dans les années 1960, *Mendelian Inheritance in Man*, de l'Américain Victor McKusick, se basait « à 80, voire 95 % », sur les travaux préparatoires de Verschuer, le directeur de thèse de Mengele. Mais cet amateur de voile recommandait de traiter l'histoire de manière sportive : il est bon de « se retourner de temps à autre, [...] pour s'assurer qu'un supertanker n'est pas en train de vous arriver dessus » ; et comme la plupart des dangers qui nous attendent sont à venir, il est « raisonnable de regarder à 99 % du temps devant nous [...] pour identifier les dangers potentiels et aller de l'avant<sup>32</sup> ». Son collègue Wolf Singer, directeur émérite du MPI de recherche sur le cerveau de Francfort-sur-le-Main, avait été très choqué lorsque l'historien Götz Aly avait démontré, à la fin des années 1980, que la collection anatomique servant aux préparations de son institut contenait des coupes cervicales de victimes de l'« euthanasie » ; il avait alors insisté pour qu'elles soient solennellement ensevelies. Les vieilles armoires qui abritaient la collection restèrent en place dans les couloirs de l'institut pour rappeler son histoire, jusqu'à la modernisation liée au changement de génération. L'ancien directeur commente :

« Maintenant les murs sont bien blancs et le couloir est plus large. [...] Aucun des nouveaux directeurs n'a naturellement de relation avec les spécificités de l'histoire allemande. La science est devenue une affaire internationale, les nouveaux directeurs ne sont pas originaires d'Allemagne et

ont passé l'essentiel de leur vie aux États-Unis. Ils emménagent dans un nouveau bâtiment et ils veulent un nouveau commencement. Je ne crois pas que l'histoire va encore une fois les rattraper comme ce fut le cas pour nous jadis<sup>33</sup>. »

Jona Laks l'avait craint : la recherche historique n'implique pas nécessairement un souvenir vivant. Comment alors maintenir une mémoire, lorsque les survivants ne peuvent plus faire entendre leur voix ? Rares sont les disciplines et les associations professionnelles des sciences de la vie, les universités et les institutions de recherche à s'être posé cette question. Quelques-unes ont commandé des monuments et les ont placés à des endroits plus ou moins visibles. Ainsi, le centre Max Delbrück de médecine moléculaire a dédié un monument à la mémoire des victimes de l'« euthanasie », qu'il a placé sur son vaste terrain de Berlin-Bruch, là même où se trouvait jusqu'en 1945 le KWI de recherche sur le cerveau. L'institut Robert-Koch faisait partie de l'Office de la santé publique du Reich ; ses scientifiques ont abusé de plusieurs milliers de prisonniers des camps de concentration pendant la Seconde Guerre mondiale, surtout pour développer des vaccins. À la fin du programme de recherches consacré à l'établissement de son histoire, l'institut a décidé de placer une structure artistique bien visible au centre de son aire d'accueil.

La société allemande de psychiatrie, psychothérapie et neurologie (Deutsche Gesellschaft für Psychiatrie, Psychotherapie und Nervenheilkunde, DGPPN) a opéré quant à elle un choix différent. Comparée à d'autres institutions scientifiques et médicales, cette organisation professionnelle a commencé relativement tard à s'expliquer avec son histoire nazie, malgré le fait que les dirigeants des organisations dont elle a pris la

succession ont joué un rôle important dans la conception des crimes médicaux du régime nazi, et que beaucoup d'autres de leurs membres ont participé à leur mise en œuvre. Fin 2009, soit près de quatre-vingts ans après la promulgation de la loi sur la stérilisation forcée de 1933 et soixante-dix ans après le début de l'«euthanasie», Frank Schneider, président en exercice de cette société, nomma une commission d'historiens indépendants chargés de faire la lumière sur son histoire à l'époque nazie. La DGPPN suivait ainsi l'exemple de la MPG, de la DFG et d'autres institutions. Mais elle procédait de manière propre : dans le premier paragraphe de ses statuts, elle soulignait sa «responsabilité [particulière] dans l'atteinte à la dignité et aux droits des malades mentaux», qui «résultait de la participation des organisations dont elle a[vait] pris la succession aux crimes du national-socialisme». Elle annula à titre posthume les titres de membres d'honneur décernés à ses présidents d'après-guerre, Friedrich Mauz et Friedrich Pause, qui avaient envoyé à la mort des malades mentaux en leur qualité d'expert pour l'«euthanasie». Elle intervint en outre dans le débat politique concernant la construction d'un lieu commémoratif sur l'emplacement de l'ancienne administration de l'«euthanasie», sur la Tiergartens-trasse à Berlin, en offrant une somme de 100 000 euros, provenant des cotisations de ses membres, et en se déclarant prête à financer pendant dix ans un collaborateur qui y travaillerait. Mais surtout, elle plaça la discussion critique sur son passé nazi au cœur de son congrès annuel de 2010, au lieu de lui consacrer une manifestation spécifique, comme l'avaient fait la MPG et la DFG. De cette façon, la DGPPN évita que les historiens des sciences ne se retrouvent seuls face aux représentants des victimes et des organisations incriminées. La quasi-totalité des 10 000 participants prirent ainsi connaissance de l'exposition

sur l'«euthanasie» nazie, dans le foyer principal du centre de congrès. Quelques milliers assistèrent à la manifestation commémorative et suivirent les exposés historiques. Ils furent témoins des excuses de leur président, dont le contenu concret était historiquement solidement fondé et les reconnurent publiquement en leur accordant le statut de déclaration officielle de l'organisation<sup>34</sup>. Cette manifestation, relevant de la politique professionnelle et associative, ne servait pas seulement à entretenir la mémoire d'un «mauvais passé»; elle devait avoir un impact sur le devenir de l'organisation. De cette façon, on semblait être parvenu, du moins dans un premier temps, à échapper au danger de se complaire collectivement dans la mise en scène publique de la mémoire.

C'est là un danger que l'historien américain Charles Maier avait signalé quelques années auparavant dans un essai. Il se demandait s'il ne pouvait pas exister un «excès de mémoire». Il n'avait alors pas seulement en tête le génocide des juifs par les nazis. Il liait l'addiction à la mémoire observable à la fin du XX<sup>e</sup> siècle avec la chute du grand projet collectif des sociétés occidentales, qui ne désignait pas seulement la fin du communisme, du socialisme ou de la gauche en général, mais celle des attentes émancipatrices liées depuis les Lumières aux institutions publiques. Il interprétait l'excès de mémoire, en particulier celle d'un mauvais passé, comme «un signe, non de confiance en l'histoire, mais au contraire, d'anéantissement de toute volonté de mettre en œuvre des politiques de réforme». Pour pallier à cela, il faut, si l'on suit ce raisonnement, trouver un nouvel équilibre entre passé et futur et renforcer «les possibilités de mettre l'action publique au service des besoins les plus urgents de la population»<sup>35</sup>. En ce qui concerne les crimes médicaux nazis, les excuses et le pardon seraient donc insuffisants, tout comme

la recherche historique sur les implications des organisations et des personnes, et la commémoration. L'assimilation des horreurs nazies à des crimes démoniaques, qui structure encore en grande partie les réserves généralement émises en Allemagne sur la science, ne sert pas davantage le nécessaire débat sociétal sur les possibilités, les limites et les risques de la recherche médicale et scientifique actuelle même si cette forme d'évocation fait encore partie, en Allemagne, du répertoire usuel de la critique populaire de la science. Ce sont d'autres enseignements qu'il faut tirer des grands projets de recherches historiques sur le passé nazi menés ces deux dernières décennies.

Les historiens ont essayé, comme l'avait demandé Jona Laks, de mettre en relation les crimes médicaux commis sous le III<sup>e</sup> Reich avec la réalité sociale de leur époque. Ils ont tenté d'identifier les conditions qui les ont rendus possibles et de décrire le réseau d'intérêts politiques, militaires, scientifico-professionnels et épistémiques au sein duquel ces possibilités ont été réalisées par les médecins et les scientifiques. S'il y a donc une chose à retenir de cette histoire, c'est le fait que l'action scientifique s'inscrit toujours dans des contextes historiques complexes, aux enjeux difficiles à saisir. Il ne faudrait pas que, dans ces larges couloirs fraîchement repeints de blanc, la prochaine génération de spécialistes internationaux des sciences de la vie attende d'être rattrapée une fois encore par le passé nazi pour qu'elle se mette à réfléchir aux réalités sociétales complexes et globales au sein desquelles son travail scientifique s'inscrit et partant, sa responsabilité.

CAROLA SACHSE

TEXTE TRADUIT PAR JEAN-MARC TÉTAZ

## De Nuremberg à nos jours : quels changements dans l'éthique de la recherche ?

Des déviations éthiques majeures dans la recherche clinique se sont produites avant la perpétration des crimes nazis et leur révélation ainsi que leur procès à Nuremberg<sup>1</sup>. Elles ont malheureusement continué également après. Évidemment, aucune de ces déviations n'a atteint le caractère monstrueux, systématique et pratiqué à grande échelle qu'elles eurent pendant la période nazie. Il n'est donc pas question de relativiser cette période épouvantable de l'histoire<sup>2</sup>.

### La recherche non éthique avant le procès de Nuremberg

La connaissance que l'on en a est essentiellement le fait des publications nord-américaines à qui l'on doit le mérite de la transparence. Des recherches non éthiques ont sans nuls doutes été conduites dans d'autres parties du monde. Néanmoins, ce sont des données américaines dont on dispose le mieux. Ont ainsi été menées des expériences sur le choléra sur des

19. E. Tugendhat, *Conscience de soi & autodétermination*. Traduit de l'allemand par R. Rochlitz, Paris, Armand Colin, 1995, spéc. conférences 8-10.
20. Le lecteur familier de l'éthique kantienne reconnaîtra dans la structure hiérarchique des désirs et dans le rôle d'étalon reconnu aux désirs de second degré une structure formellement analogue à celle qui fait, dans l'éthique kantienne, de l'impératif catégorique le test permettant de déterminer si une maxime (une règle subjective de l'agir) est ou non conforme à la Loi morale.
21. Cf. O. Guillod, *Le consentement éclairé du patient. Autodétermination ou paternalisme?*, Université de Neuchâtel, 1986, p. 29.
22. Sur cette conception de l'action autonome, canonique en éthique médicale, cf. T. L. Beauchamp, J. F. Childress, *Les principes de l'éthique biomédicale*, Paris, Belles Lettres, 2008, pp. 91-158.
23. Sur les liens entre ces deux questions, cf. P. Bieri, *La liberté, un métier. À la découverte de sa volonté propre*, Paris, Libella, 2011.
24. C'est déjà la façon dont Fichte définit l'objet du droit dans sa *Fondation du droit naturel* de 1796, à la différence de la tâche de l'éthique abordée dans la *Doctrine des mœurs* de 1798.
25. Sur le problème de la vulnérabilité, cf. N. Maillard, *La vulnérabilité: une nouvelle catégorie morale?*, Genève, Labor et Fides, 2011; sur le lien entre vulnérabilité et autonomie, cf. P. Ricœur, «Autonomie et vulnérabilité», in *id.*, *Le Juste 2*, Paris, Seuil/Esprit, 2001, pp. 85-106.
26. Il est significatif, dans cette perspective, que dans la dogmatique juridique suisse, un acte médical accompli sans le consentement du patient soit qualifié de lésion corporelle. Il s'y exprime la conscience que l'acte médical est, par sa nature même, une blessure.
27. Cf. sur ces questions, M. Merleau-Ponty, *Phénoménologie de la perception* (1945) in *Œuvres*, Paris, Gallimard (Quatro), 2010, pp. 777 sqq.
28. Cf. S. Gallagher et A. Meltzoff, «Le sens précoce de soi et d'autrui: Merleau-Ponty et les études développementales récentes», in B. Andrieu (éd.), *Philosophie du corps. Expériences, interactions et écologie corporelle*, Paris, Vrin, 2010, pp. 83-128.
29. Cette question a été mise à l'ordre du jour par un article justement célèbre de T. Nagel, «Quel effet cela fait-il d'être une chauve-souris?» in *id.*, *Questions mortelles*, Paris, PUF, 1983.
30. La dernière étude synthétique parue est l'ouvrage de M. Frank, *Ansichten der Subjektivität*, Berlin, Suhrkamp, 2012, qui présente et discute toute la littérature récente (surtout de tradition analytique) sur le sujet; pour le débat sur

- ces questions entre phénoménologie et philosophie analytique, cf. M. Frank, N. Weidtmann (éds), *Husserl und die Philosophie des Geistes*, Berlin, Suhrkamp, 2010.
31. Cf. G. Simmel, *Die Probleme der Geschichtsphilosophie. Eine erkenntnistheoretische Studie* (1907), GA 6, pp. 227-419, ici pp. 260-269, spéc. p. 266.
32. Cf. W. van Orman Quine, *Le Mot et la chose*, Paris, Flammarion, 1997, chap. 2.
33. Pour les positions de Schleiermacher, je me permets de renvoyer à mon édition de F. Schleiermacher, *Conférences sur l'éthique, la politique et l'esthétique 1814-1833*, Genève, Labor et Fides, 2011, et spécialement aux deux conférences sur le concept de Bien suprême, pp. 205-265. La position de Heinrich Rickert trouve son illustration classique dans son essai «Le système des valeurs», in H. Rickert, *Le système des valeurs et autres articles*. Traduction de J. Farges, Paris, Vrin, 2007. C'est cette position que conteste Weber dans sa célèbre conférence «Politik als Beruf», traduite en français sous le titre «La profession et la vocation de politique», in M. Weber, *Le savant et le politique. Une nouvelle traduction*. Préface, traduction et notes de C. Colliot-Thélène, Paris, La Découverte, 2003, pp. 111-206. Habermas a insisté sur les questions de conflits des valeurs dans sa *Théorie de l'agir communicationnel*.
34. J.-M. Tétaz, «"Sens objectif". La fondation de l'interprétation du sens de l'agir social dans une théorie philosophique du sens», *Archives de Sciences Sociales des Religions* 49 (2004), pp. 167-197 (sur le débat avec Rickert, cf. spécialement pp. 188 sqq).
35. Cf. *ibid.*, pp. 194 sqq et les références données en notes 60 à 62.
36. Cf. P. Ricœur, *art. cit.*

### Des excuses pour quoi faire ?

1. Ce chapitre est la version abrégée et actualisée de C. Sachse, «Was bedeutet "Entschuldigung"? Die Überlebenden der medizinischen NS-Verbrechen und die Max Planck Gesellschaft», in: *Berichte zur Wissenschaftsgeschichte* 34, DOI: 10.1003/bewi.201101525 (Mar 18). Copyright Wiley-VCH Verlag GmbH + CO. KGaA.
2. H. Lübke, *Ich entschuldige mich. Das neue politische Bußritual*, Berlin, Siedler Verlag, 2001.
3. Le colloque est documenté dans le volume suivant: C. Sachse (dir.), *Die Verbindung nach Auschwitz. Biowissenschaften und Menschenversuche an Kaiser-Wilhelm-Instituten*, Göttingen, Wallstein Verlag, 2003.
4. H. Markl, «Die ehrlichste Art der Entschuldigung ist die Offenlegung der Schuld», in C. Sachse (dir.), *Verbindung, op.cit.*, pp. 41-51, ici p. 41. Le pro-

gramme de recherche a été mis en place par la commission créée en 1997 par le président de la MPG et présidée par les historiens indépendants Reinhard Rürup et Wolfgang Schieder; il a débuté en 1999 et s'est achevé en 2005. L'équipe de recherche dirigée par Doris Kaufmann (1999-2000), Carola Sachse (2000-2003), Susanne Heim (2004-2005) et Rüdiger Hachtmann (2005) était composée de 12 collaborateurs scientifiques et de nombreux chercheurs étrangers invités. Les résultats ont été publiés dans 17 volumes de la série «Geschichte der Kaiser Wilhelm Gesellschaft im Nationalsozialismus», sous la direction de Reinhard Rürup et Wolfgang Schieder; à cela s'ajoutent en tout 28 cahiers de la série «Ergebnisse. Vorabdrucke aus dem Forschungsprogramm "Geschichte der Kaiser Wilhelm Gesellschaft im Nationalsozialismus"», publiés sous la direction de Carola Sachse (Cahiers 1-21), Susanne Heim (22-24) et Rüdiger Hachtmann (25-28), Berlin 2000-2006 (cité par la suite *Ergebnisse* avec indication du numéro du cahier).

5. J. Laks, «Erinnerung gegen das Vergessen», in C. Sachse (dir.), *Verbindung, op.cit.*, pp. 52-58, ici pp. 54, 55, et 57.
6. E. Mozes Kor, «Heilung von Auschwitz und Mengeles Experimenten, in C. Sachse (dir.), *Verbindung op.cit.*, pp. 59-70, ici p. 68; cf. aussi E. Mozes Kor, M. Wright, *Echoes from Auschwitz. Dr Mengele's Twins. The Story of Eva and Miriam Mozes*, Terre Haute, Candles, 1996.
7. Les citations proviennent, dans cet ordre, de R. Brooks (1999), L. Taft (2000), E. Barkan (2000) et J. Thompson (2002). Elles sont tirées de l'article de M. Marrus, «Official Apologies and the Quest for Historical Justice», in *Journal of Human Rights*, 6, 2007, pp. 75-105, ici p. 76. Cet article offre un panorama de la recherche multidisciplinaire sur le phénomène des excuses historico-politiques. On pourra consulter aussi J. Derrida, «Le siècle du pardon», *Le Monde des Débats*, décembre 1999. Au Geschwister-Scholl-Institut für Politikwissenschaft, un projet de recherche intitulé "Excuses et réconciliation" est en cours.
8. Cf. M. Marrus, «Apologies», pp. 86-88, en référence à C. Maier, «A surfeit of memory? Reflections on history», in *History and Memory*, 5, 1993, pp. 136-151, ici p. 148, et E. Barkan, *The Guilt of Nations: Restitution and Negotiating Historical Injustices*, WW Norton & co, New York, 2000, p. X et XVI-XVII.
9. G. D. Feldman, «Historische Vergangenheitsbearbeitung. Wirtschaft und Wissenschaft im Vergleich», *Ergebnisse*, 13, Berlin, 2003, pp. 8-11.
10. J. Habermas, *Eine Art Schadensabwicklung*, Berlin, Suhrkamp, 1987; D. Diner (dir.), *Zivilisationsbruch. Denken nach Auschwitz*, Francfort-sur-le-Main, Suhrkamp Verlag, 1988.

11. Cf. sur ce point les travaux de C. Sachse et B. Massin, *Biowissenschaftliche Forschung an Kaiser Wilhelm Instituten und die Verbrechen des NS-Regimes. Informationen über den gegenwärtigen Wissensstand (Ergebnisse 3)*, Berlin, 2000; en outre H.-W. Schmuhl, *Grenzüberschreitungen. Das Kaiser Wilhelm Institut für Anthropologie, menschliche Erblehre und Eugenik*, Göttingen, Wallstein Verlag, 2005, pp. 15-18.
12. B. Müller-Hill, «Das Blut von Auschwitz und das Schweigen der Gelehrten», in D. Kaufmann (dir.), *Geschichte der Kaiser Wilhelm Gesellschaft im Nationalsozialismus. Bestandaufnahmen und Perspektiven der Forschung*, Göttingen, Wallstein Verlag, 2000, vol. 1, pp. 189-227. Pour le détail des réactions dans la presse, cf. C. Sachse, «Entschuldigung», p. 228.
13. H. Markl, «Freiheit, Verantwortung, Menschenwürde: Warum Lebenswissenschaften mehr sind als Biologie», in *Schöner neuer Mensch?*, Piper Verlag, München, 2002, pp. 39-60, 50 *sqq.*, 53, 55.
14. H. Lübke, *Bußritual, op.cit.*, texte du revers de jaquette.
15. Cf. H. Markl, «Entschuldigung», *op. cit.*, p. 42.
16. Je n'ai cependant pas eu connaissance de réserves de ce genre de la part de scientifiques étrangers rattachés à la MPG. M. Marrus (*Apologies, op.cit.*, pp. 90-92) discute le problème posé par les excuses ayant des effets transgénérationnels, en le mettant en lien avec les accords interétatiques dont les stipulations à long terme doivent naturellement survivre aux changements de générations et de gouvernements; il renvoie dans ce cadre à J. Thompson, *Taking Responsibility for the Past: Reparation and Historical Justice*, Cambridge University Press, 2002.
17. Cf. C. Sachse et B. Massin, *Forschung, op. cit.*, ainsi que les contributions in H.-W. Schmuhl (dir.), *Rassenforschung am Kaiser Wilhelm Instituten vor und nach 1933*, Wallstein Verlag, Göttingen, 2003.
18. C. Meier, *Das Gebot zu vergessen und die Unabweisbarkeit des Erinnerns. Vom öffentlichen Umgang mit schlimmer Vergangenheit*, Berlin, Siedler Verlag, 2010.
19. C. Meier, *Gebot, op.cit.*, pp. 13, 89 (citation) et 97.
20. W. E. Seidelmann, «Medecine and Murder in the Third Reich», in *Dimensions. A Journal of Holocaust Studies* 13, 1997, pp. 1-9. Archives de l'institut Max Planck: Abt II, Rep. 1 N, Handakten des generalsekretärs Wolfgang Hasenclever; échange de lettres entre Seidelmann et l'administration centrale du MPG entre septembre 1989 et janvier 1991. Cet échange fut finalement suivi d'une discussion personnelle de Seidelmann avec le président de la MPG à cette époque, Hans F. Zacher, et du secrétaire général Hasenclever.

21. Cf. R. J. Evans, *Lying about Hitler. History, Holocaust and the David Irving Trial*, New York, Basic Books, 2002.
22. F. A. Leuchter, *The Leuchter Report. The First Forensic Examination of Auschwitz*, avec une préface de David Irving, London, Focal Point Edition, 1989. Cf. sur ce point H. Graml, «Auschwitz-Lüge und Leuchter-Bericht», in H. Lichtensteiner (dir.), *Täter, Opfer, Folgen. Der Holocaust in Geschichte und Gegenwart*, Bonn, Bundeszentrale für Politische Bildung, 1995; R. Stauber, *From Revision to Holocaust Denial. David Irving as a Case Study*, Jerusalem, 2000; R. J. van Pelt, *The Case for Auschwitz. Evidence from the Irving Trial*, Indiana University Press, 2002.
23. T. Cole, *Selling the Holocaust. From Auschwitz to Schindler. How History is Bought, Packaged and Sold*, New York, Routledge, 1999, p. 187.
24. V. Kriegel, «...endlich den höchsten Berg gefunden», in C. Sachse (dir.), *Verbindung*, op. cit., pp. 76 sqq., ici p. 77.
25. Cité par H. Markl, «Entschuldigung», op. cit., pp. 42, 44 sqq.
26. *Ibid.*, pp. 47-49.
27. J. Laks, «Erinnerung», op.cit., pp. 56, 54, 56.
28. Cf. sur ce point, parmi beaucoup d'autres : C. Sachse et H. Walker (dir.), *Politics* (en particulier l'introduction ainsi que les contributions de G. Baader et al., M. B. Adams et al., ainsi que H. J. Ritter et V. Roelcke); A. Cottebrune, *Der planbare Mensch. Die Deutsche Forschungsgemeinschaft und die menschliche Vererbungslehre 1920-1970*, Stuttgart, D. Brown, 2008; H.-W. Schmuhl, *Anthropology*, op. cit.; A. Laukötter, M. Hulverscheidt (dir.), *Infektion und Institution. Zur Wissenschaftsgeschichte des Robert-Koch-Instituts im Nationalsozialismus*, Göttingen, Wallstein Verlag, 2009.
29. Cf. pour le projet de la MPG les indications données dans la note 3. Les résultats du projet portant sur la DFG sont publiés dans les *Studien und Beiträge zur Geschichte der Deutschen Forschungsgemeinschaft*, sous la direction de R. vom Bruch et U. Herbert, Stuttgart, à partir de 2006. A. Hinz-Wessels, *Das Robert-Koch-Institut im Nationalsozialismus*, Berlin, Kulturverlag Kadmos, 2008; A. Laukötter, M. Hulverscheidt (dir.), *Infektion und Institution. Zur Wissenschaftsgeschichte des Robert-Koch-Instituts im Nationalsozialismus*, Göttingen, Wallstein Verlag, 2009.
30. S. Heim, «Wissenschaft ohne Gewissen», in *Max Planck Forschung* (MPF), 2, 2005, pp. 60-65; article «Besondere ethische und moralische Verpflichtung», *ibid.*, pp. 66-68; article «"Selbsteinbindung" statt Existenzkampf der Wissenschaft», in *Max Planck Intern*, 2, 2005, p. 6 sqq.

31. P. Gruss et R. Rürup (dir.), *Denkorte. Max Planck Gesellschaft und Kaiser Wilhelm Gesellschaft. Brüche und Kontinuitäten 1911-2011*, Dresde, 2010. Malheureusement, on n'évita pas une omission fâcheuse concernant la participation d'un collaborateur de Rüdin aux assassinats de malades à Eichberg près de Wiesbaden; cette omission a nui à la réputation de la MPG sans être corrigée, cf. C. Berndt, «Blinde Flecken. Nach vorbildlicher Aufarbeitung geht die Max Planck Gesellschaft nun leichtfertig mit ihrer NS-Geschichte um, beklagen Historiker», in *Süddeutsche Zeitung*, 25/01/2011. Sur le contexte historique et scientifique, cf. V. Roelcke, G. Hohendorf et M. Rotzoll, «Psychiatric research and "euthanasia". The case of the psychiatric department at the University of Heidelberg, 1941-1945», *History of Psychiatry*, 5, 1994, pp. 517-532.
32. «Interview avec Hans-Hilgers Ropers», in P. Gruss et R. Rürup (dir.), *Denkorte. op. cit.*, pp. 238-241. Le livre de Victor McKusick (1921-2008) parut la première fois en 1966, est en accès libre en ligne depuis 1987, la douzième et dernière édition imprimée est parue en 1998. Sur l'histoire des institutions antérieures aux MPI de génétique moléculaire, cf. la contribution de C. Sachse dans le même volume, pp. 232-237, ainsi que *Id.*, «Ein "al Neugründung zu deutender Beschluß" Vom Kaiser Wilhelm Institut für Anthropologie, menschliche Erblehre und Eugenik zum Max Planck Institut für molekulare Genetik», in *Medizinhistorisches Journal*, 46, 2011, H. 1, pp. 24-50.
33. «Interview mit Wolf Singer», in P. Gruss et R. Rürup (dir.), *Denkorte. op. cit.*, pp. 302-305. Sur l'histoire du KWI/MPI de recherches sur le cerveau, cf. la contribution de Halga Satzinger dans le même volume, pp. 294-301. À propos de l'enterrement des coupes cervicales au Waldfriedhof de Munich, cf. l'article «Den Opfern zum Gedenken – Den Lebenden zur Mahnung», in *MPG-Spiegel*, 1990, H. 3, p. 10.
34. F. Schneider (dir.), *Psychiatry under National Socialism. Remembrance and Responsibility*, Berlin, Springer, 2011.
35. C. Maier, «A surfeit of memory?», *History and memory*, 5, 2 (1993), pp. 137, 141, 150.

#### De Nuremberg à nos jours : quels changements dans l'éthique de la recherche ?

1. E. Shuster, «Fifty years later: the significance of the Nuremberg Code», *New England Journal of Medicine*, 1997, 337, pp. 1436-1440.
2. E. Shuster, «The Nuremberg Code: Hippocratic ethics and human rights», *Lancet*, 1998, 351, pp. 974-977.

FRANÇOIS LEMAIRE est professeur des universités et praticien hospitalier. Il est l'ancien directeur de la délégation à la recherche clinique (DRC) d'Ile-de-France.

DICK DE MILDT est professeur d'histoire à la faculté de droit de l'Université d'Amsterdam, Pays-Bas.

MARINO PULLIERO, docteur ès Lettres de l'Université de Paris I - Panthéon-Sorbonne est chercheur associé au CRIA (Centre de recherches interdisciplinaires sur l'Allemagne).

GÉRARD RABINOVITCH, philosophe et sociologue, étudie les crises culturelles de la Modernité. Il est chercheur au CERSES (Centre de Recherches Sens, Ethique, Société), Université René Descartes/CNRS, chercheur associé au CRPMS (Centre de Recherches Psychanalyse, Médecine, Société), Université Denis Diderot - Paris VII et directeur des enseignements universitaires à l'AIU (Institut européen Emmanuel Levinas).

CAROLE REYNAUD-PALIGOT enseigne sur les campus parisiens des universités américaines New York University et University of California. Elle est chercheuse associée au Centre d'études du XIX<sup>e</sup> siècle, Université de Paris I - Panthéon-Sorbonne.

CAROLA SACHSE est professeur d'histoire au sein de l'Institut d'histoire contemporaine de l'Université de Vienne, Autriche.

ULF SCHMIDT est professeur d'histoire contemporaine à l'Université de Kent, Royaume-Uni.

JEAN-MARC TÉTAZ est théologien et docteur en philosophie.

KAMILA UZARCZYK est docteur en histoire et professeure d'histoire de la médecine dans le département de sciences humaines de la Faculté de médecine de Wrocław, Pologne.

ANNETTE WEINKE est docteur en histoire de l'Université de Potsdam et enseigne dans le département d'histoire de l'Université d'Iéna, République Fédérale d'Allemagne.

HEINZ WISMANN, philosophe et philologue, est directeur d'études à l'École des Hautes Etudes en Sciences Sociales.

## Table des matières

LISE HADDAD, JEAN-MARC DREYFUS	
<b>Introduction</b> .....	9

### FONDEMENTS THÉORIQUES

MARINO PULLIERO	
<b>Le darwinisme en Allemagne</b> .....	19
CAROLE REYNAUD-PALIGOT	
<b>Mesurer, classer, hiérarchiser</b> .....	41
Le règne de l'anthropologie • Anthropométrie, hérédité et génétique • Eugénisme à la française	
• Dérives antisémites	

### MÉDECINE NAZIE, MÉDECINE DE MORT

ULF SCHMIDT	
<b>Karl Brandt, médecin de Hitler</b> .....	55
Servir le peuple, oublier l'individu • Des élites ambitieuses dans une société disloquée	
• « Facilement influençable, pugnace et infantile » • « Éliminer la maladie en éliminant les malades » • « Aujourd'hui, il y en a encore eu tant et tant »	
KAMILA UZARCZYK	
<b>« J'entendais ses cris... »</b>	
<b>Paroles de survivants des expérimentations d'Auschwitz</b> .....	69
• Certains n'étaient pas à même d'écouter, d'autres n'étaient pas encore prêts pour en parler • Stérilisation de masse • Block 10 : centre d'expérimentations de Claiberg • Combien de victimes ?	
• Trois procès, un jugement	

SUSANNE HEIM

Une science nazifiée ?	
La société Kaiser Wilhelm sous le nazisme.....	93
Projet commun de virologie • Les turbulences et leurs découvertes • Alimentation et rendement • Épilogue	

PATRICIA HEBERER RICE

Euthanasie.....	111
Opération T4 • Ces vies indignes • Des Allemands et des étrangers	

#### UNE JUSTICE IMPARFAITE

DICK DE MILDT

Comment on devient criminel.....	131
« Le souci croissant de la qualité du bien-être des peuples allemands » • Les insuffisances de la défense • Engagement idéologique ou intérêt personnel ? • De la banalité du mal	

ANNETTE WEINKE

Juger les médecins criminels en RFA et RDA.....	145
Sous l'occupation alliée • Du côté soviétique • La médecine de la guerre froide et le retour de la mémoire	

CONSTANTIN GOSCHLER

Les victimes de la violence médicale pendant le III <sup>e</sup> Reich et la question des indemnités.....	167
Rationalité et dynamique des indemnités pour les victimes des persécutions national-socialistes en Allemagne de l'Ouest • La discussion sur l'indemnisation des victimes de la stérilisation forcée et des homicides « eugéniques » • Les débats sur l'indemnisation des victimes d'expériences médicales sur des êtres humains • Conclusion	

#### L'ÉTHIQUE APRÈS NUREMBERG

JEAN-MARC TÉTAZ

Les limites du consentement.....	195
Bien-être et Bien • Autonomie et autodétermination • Consentement et autonomie • Consentement et vulnérabilité • Consentement et acquiescement	

CAROLA SACHSE

Des excuses pour quoi faire ?.....	219
Excuses au tournant du millénaire • Un nouveau rituel politique de pénitence • Le pardon, la reconstitution et le souvenir • Histoire et mémoire	

DIDIER DREYFUSS, FRANÇOIS LEMAIRE

De Nuremberg à nos jours : quels changements dans l'éthique de la recherche ?.....	237
La recherche non éthique avant le procès de Nuremberg • Le procès de Nuremberg • Quelles leçons furent tirées du procès de Nuremberg ? • Les conséquences des expériences de Tuskegee : le rapport Belmont • En France • Relativisme de l'éthique ? Les menaces contemporaines • Le problème de l' <i>evidence based medicine</i> et de la recherche en urgence	

GÉRARD RABINOVITCH

Des « praticiens dotés d'un regard d'éleveurs ».....	259
En guise de prologue • En guise d'épilogue	

#### CONCLUSIONS

ÉRIC FIAT

De l'universalité de la loi morale, ou pourquoi charbonnier n'est pas maître chez soi.....	291
Prégnance du lieu • Le pari de la liberté • Souffrance de Pinocchio • Le devoir de mentir	

DOMINIQUE FOLSCHIED

Un présent en alerte.....	307
---------------------------	-----

HEINZ WISMANN

De la recherche du bien à une éthique de la responsabilité.....	315
---	-----

#### ANNEXES

Notes.....	319
Bibliographie.....	371
Index des noms propres.....	373
Biographies des auteurs.....	379